



NUMERIQUE



Cybersécurité

Le Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques opérationnel

Pour lutter contre les cybermenaces, le Togo a mis en place un Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CERT). Le Centre permet d'identifier ...

PAGE 5

PORTRAIT



Qui est Aïcha Mauriada Mazama-Eso Péré, la nouvelle coordonnatrice de la CPES

Dans l'univers de la planification stratégique et opérationnelle au Togo, elle est l'un des rares esprits vifs à la répartie acrobatique et à l'itinéraire professionnel inspirant et exaltant. Native de Lomé, Aïcha Mauriada Mazama-Eso PERE est une ...

PAGE 11

Togo / Gouvernance

Mise en place imminente du Conseil économique et social ?

S'achemine-t-on vers la mise en place du Conseil économique et social (CES) au Togo ? ...

PAGE 11

Supposé rôle de médiateur

Monseigneur Barrigah-Bénissan maintient son désaveu envers la DMK



PAGE 3



Affaire Bolloré en France

Le gouvernement togolais revendique son droit de réserve

Dans l'affaire qui l'oppose à la justice de son pays, le milliardaire français Vincent Bolloré vient d'avouer avoir payé une partie des frais de campagne du président togolais Faure Gnassingbé lors de l'élection présidentielle de 2010. Selon plusieurs analystes, il a utilisé cette stratégie pour éviter un ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Désaccords politiques : Brigitte Adjamagbo-Johnson veut-elle vraiment discuter ?

La secrétaire générale de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA) et coordinatrice de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK), Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, affirme que le gouvernement ne les considère pas alors qu'elle et ses compagnons de lutte souhaitent discuter. Mais, l'on se demande si les membres de ce regroupement veulent vraiment discuter, ou bien c'est juste pour encore narguer l'adversaire politique...

Après des mois passés à réclamer une prétendue victoire, madame Adjamagbo-Johnson affirme être disponible pour discuter et donne l'impression que c'est le pouvoir qui refuse de répondre favorablement à cette disponibilité. « Nous avons écrit aux autorités, mais nous n'avons reçu aucune réponse. Cela prouve la considération que le gouvernement a pour l'opposition. Il veut bien discuter avec certains, ...

PAGE 3

Infrastructures

Victoire Tomégah-Dogbé lance officiellement le Passco 2 à Konsogou



PAGE 5

	<p>Sénégal Ousmane Sonko perd son immunité parlementaire</p>  <p>P 4</p>	<p>Musique togolaise / Hommage à Omar B L'hommage posthume, une forme d'hypocrisie ?</p>  <p>P 5</p>	<p>Transfert Ficheal Tchadjobo pour enrichir l'entre-jeu de l'OTR</p>  <p>P 10</p>
---	--	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Gbazie Bozowa raconte comment elle a gagné le pari de son devenir

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique « Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI », Togo Matin vous conduit à Lomé, notamment dans le quartier Agoe Kossigan pour partager avec vous les témoignages de Madame Gbazie Bozowa, bénéficiaire du Produit d'Accompagnement Spécial du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Reportage...



Gbazie Bozowa

Nombreux sont les bénéficiaires en fin de cycle du crédit Apsef qui obtiennent facilement le Produit d'Accompagnement Spécial pour renforcer l'exercice de leur activités génératrices de revenus. Au nombre de ces milliers de bénéficiaires, Gbazie Bozowa, la trentaine révolue a obtenu dans le passé les 4 cycles du crédit APSEF. Après avoir remboursé dans les

délais ce premier crédit générique, il était temps pour elle d'avoir accès à un crédit plus conséquent pour renforcer son activité.

« Après avoir obtenu successivement les crédits APSEF de 30.000 FCFA, 40.000 FCFA, 50.000FCFA et 50.000FCFA, j'ai réussi à pouvoir démarrer une activité bien rentable. Mais la demande devenait de

plus en plus grande qu'il fallait que je puisse me diversifier si je voulais fidéliser davantage ma clientèle. Tous les jeudis, PADES Microfinance, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI organise une séance d'information à l'endroit des populations pour les informer davantage sur les différentes opportunités mises en place par le FNFI pour soutenir leurs

activités. Et c'est au cours de l'une de ces séances d'information que le Produit d'Accompagnement Spécial nous a été présenté. En regardant mon parcours jusque-là, je me suis tout de suite dit que j'étais parfaitement éligible au PAS. Je me suis alors rapprochée de mon institution pour savoir à quelles conditions je devais souscrire pour pouvoir rentrer en possession de crédit. » Notre interlocutrice ne traîne pas avant d'obtenir le crédit, un crédit qui lui permet de renforcer son activité dans l'optique de renforcer son chiffre d'affaires.

« Le crédit de 100 000 FCFA que j'ai obtenu m'a permis de renforcer comme vous le voyez mon activité de vente de tomate, de choux, d'oignons, de légumes... Comme vous le voyez, je suis installée dans un quartier très populaire de la ville, et vu que je suis à un endroit stratégique j'ai assez de clientèle. Et j'ai de la chance de proposer à ma clientèle

des produits frais et de très bonne qualité ». Bozowa n'ignore pas qu'il s'agit d'un crédit qu'elle a reçu. Et elle dit mettre toutes les conditions ensemble pour honorer ses engagements vis-à-vis des remboursements si elle veut toujours rester dans la dynamique de l'inclusion financière.

« Je suis très consciente que le bon remboursement des crédits est un élément très important si je dois continuer ma croissance dans la dynamique de l'inclusion financière. J'ai déjà pris des dispositions, chaque jour qui passe, après mes recettes, je mets un peu d'argent de coté de sorte qu'à la fin de la semaine, que je puisse payer ce que je dois à mon institution de microfinance. Comme ça, je reste convaincu que je n'aurai aucun problème en termes de remboursements du crédit. Je suis vraiment très heureuse car le FNFI a contribué à mon autonomie financière et économique. »

KD

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



tm
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... pas avec d'autres », a-t-elle déclaré vendredi dernier sur Kanal FM au cours de l'émission « Club de la presse ». Actuellement, le gouvernement a mis sur pied la Concertation nationale des acteurs politiques (CNAP) où des discussions se poursuivent en vue de l'organisation des élections régionales. Et, même si l'épisode de l'élection présidentielle du 22 février 2020 ne fut pas à l'ordre du jour des

consultations engagées il y a quelques mois par le ministre Payadowa Boukpepsi, ce dernier a tout de même demandé aux partis membres de la DMK, de venir exposer leurs propositions, quitte à évoquer leurs griefs contre la dernière présidentielle. Tout le monde a été témoin du refus catégorique opposé par les membres de la DMK. Pour eux, il faut discuter du contentieux électoral, faire revenir Agbéyomé Messan

Kodjo et le rétablir dans ses prétendus droits de vainqueur. Quelle méprise de leur part ? Non seulement ils sont incapables d'apporter la moindre preuve de leur soi-disant victoire, mais aussi ils veulent garder le leadership de l'opposition. Madame Adjamagbo-Johnson et son groupe ne devraient pas ignorer qu'il y a un parti qui occupe la chefferie (l'UFC) de l'opposition que lui ont conféré les législatives de

décembre 2018. Si la DMK veut avoir le privilège de discuter en tête-à-tête avec le pouvoir, qu'elle se prépare pour les législatives prochaines afin de jauger sa représentativité. Aujourd'hui, rien ne justifie cette posture. Au moment où un cadre est mis en place et que les autres sont en discussions, envoyer une lettre au gouvernement afin de bénéficier d'un traitement à part, est méprisante pour les autres acteurs

de l'opposition. De plus, madame Adjamagbo-Johnson et ses collègues continuent d'accuser le pouvoir de tous les maux, notamment d'avoir volé les élections. Pire, la coordinatrice de la DMK traite le Premier ministre et les autres femmes qui œuvrent pour le rayonnement du Togo, de marionnettes. Est-ce la bonne attitude à adopter par des personnes qui souhaitent dialoguer ?

TM

Affaire Bolloré en France

Le gouvernement togolais revendique son droit de réserve

Dans l'affaire qui l'oppose à la justice de son pays, le milliardaire français Vincent Bolloré vient d'avouer avoir payé une partie des frais de campagne du président togolais Faure Gnassingbé lors de l'élection présidentielle de 2010. Selon plusieurs analystes, il a utilisé cette stratégie pour éviter un procès, ce qu'il risque de subir finalement. Beaucoup s'attendaient à ce que le gouvernement togolais ou les services de la communication présidentielle se jettent dans une bataille consistant à défendre l'image du président. Mais, ils seront déçus. Par la voix de son porte-parole le ministre de la Communication et des Médias, le professeur Akodah Ayewouadan, le gouvernement revendique son droit de réserve.



Professeur Akodah Ayewouadan

«La position du gouvernement est de ne pas commenter une procédure en cours dans les juridictions d'un pays étranger », a indiqué le professeur Ayewouadan à TV5

Monde. Ce qui veut dire que tant que cela reste une affaire « franco-française » comme le disent les autorités togolaises, il n'y a pas de chance que l'on s'y intéresse vraiment à Lomé. Toutefois, l'affaire semble préoccuper au plus haut point certains compatriotes.

Le Front citoyen Togo debout (FCTD) du professeur David Dosseh par exemple a ouvertement exprimé son intérêt pour le dossier. Et, étant donné que la justice française

souhaite faire un procès contre Vincent Bolloré et ses associés, cette organisation a déclaré chez nos confrères de RFI que des Togolais pourraient avoir des choses à dire lors de ce procès.

Certains compatriotes veulent aussi mener des actions judiciaires au Togo dans les semaines à venir. C'est le cas de la Ligue des consommateurs du Togo (LCT). « Les avantages fiscaux personnalisés sont des pertes d'entrées pour le trésor public, donc un manque à gagner pour le Togo. Les auteurs sont coupables », affirme Emmanuel Sogadji, le président de la LCT. Toutefois, il y a des indices dans cette affaire qui font réfléchir.

Peut-on concevoir qu'un chef d'Etat puisse concéder un marché valant des milliards contre seulement quelques millions, si son objectif est de s'enrichir sur le dos du peuple ? Il faut noter que la société Bolloré était déjà présente et souhaitait juste une reconduction de son contrat. De même, parmi les deux pays concernés par cette affaire, (Togo, Guinée), notre pays est le plus cité. Est-ce innocent ? Cette affaire ressemble plutôt à un règlement de comptes entre Français. L'Etat togolais ne devrait donc pas se sentir concerné. Mais, il n'y a aucun doute que s'il venait à être saisi, le gouvernement répondra avec sérénité.

E. Dadzie

Supposé rôle de médiateur

Monseigneur Barrigah-Bénissan maintient son désaveu envers la DMK

La Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK) et son candidat malheureux, Agbéyomé Messan Kodjo affirmaient que monseigneur Nicodème Barrigah-Bénissan, archevêque de Lomé avait entamé une médiation avec eux à la demande du pouvoir de Lomé. Après des semaines d'accusations mutuelles entre les deux parties, monseigneur Barrigah-Bénissan met fin aux spéculations. Il désavoue tout simplement le président autoproclamé et ses amis.

À l'issue de la 126^{ème} session ordinaire de la Conférence des évêques du Togo (CET) et au cours de laquelle monseigneur Barrigah-Bénissan a été auditionné, on retient que les allégations de monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro et de ses soutiens sont fausses. La CET se dit tout de

même choquée par les messages diffusés par monseigneur Kpodzro sur les réseaux sociaux dans le compte de son jeune successeur à la tête de l'archevêché de Lomé. Et puis, d'où sort cette histoire selon laquelle l'archevêque aurait tenté une médiation entre le camp Kodjo et le pouvoir ?

« Quant à la prétendue mission que le pouvoir en place lui aurait confiée à travers le ministre Gilbert Bawara et l'ancien ambassadeur de France au Togo Marc Vizey, l'archevêque a été catégorique : il n'en est absolument rien. C'est plutôt à la suite d'une démarche d'un membre



Mgr Nicodème Barrigah-Bénissan

de la DMK qu'il a contacté Mgr Kpodzro, par l'intermédiaire du père Etienne Amouzou, de regrettable mémoire, pour savoir si la Dynamique

approuvait l'initiative personnelle de ce membre », indique le communiqué de la CET.

La rédaction

Sénégal

Ousmane Sonko perd son immunité parlementaire

L'Assemblée nationale a voté vendredi la levée de l'immunité du député d'opposition visé par une plainte pour viols. Une procédure jugée « viciée et illégale » par Ousmane Sonko, qui a déjà annoncé qu'il ne répondra à aucune convocation de la justice.

L'issue du vote ne faisait aucun doute. Enclenchée le 9 février, la procédure de levée d'immunité de l'opposant Ousmane Sonko s'est achevée vendredi vers 14h. Les députés étaient appelés à se prononcer lors d'un vote à main levée, au cours d'une session plénière mouvementée, organisée à huis clos mais filmée par une députée présente.

Tandis qu'un important dispositif sécuritaire avait été mis en place autour du bâtiment, auquel les

journalistes n'avaient pas accès, plusieurs députés de l'opposition ont déclaré ne pas se rendre à l'Assemblée, qualifiant le vote de « mascarade ».

Les députés ont donc choisi d'approuver les recommandations de la commission ad hoc chargée d'examiner la procédure. Dans le rapport de la commission consulté par Jeune Afrique, les députés établissent que « le député Ousmane Sonko doit aller se défendre devant la



Ousmane Sonko

justice et l'accusatrice doit avoir la possibilité de se défendre devant la justice, seule compétente pour dire le droit et faire triompher la

vérité ».

« Au regard du caractère sérieux de la saisine et des accusations graves contre le député Ousmane

Sonko, la commission a adopté, à une très large majorité, la décision de recommander à la séance plénière de lever [son] immunité parlementaire pour permettre à la justice de poser les actes, conduire les procédures et appliquer les dispositions de la loi pour aboutir à la manifestation de la vérité », a conclu la commission.

Ce rapport s'est basé sur un dossier constitué notamment des procès-verbaux des auditions réalisées par les gendarmes suite à la plainte déposée le 3 février contre Ousmane Sonko.

Jeune Afrique

Crise politique au Bénin

Yayi Boni en appelle à l'intervention de l'Union africaine

La dernière fois que l'ancien chef de l'Etat béninois avait adressé une note à ses anciens collègues présidents de République, c'était à la Cedeao. Nous étions en mai 2019, après les événements malheureux des législatives au Bénin qui avaient fait plusieurs morts et des dégâts matériels importants. Cette fois-ci, l'ancien locataire du Palais de la Marina s'adresse à l'Union africaine. Il en appelle à leur sens des responsabilités pour prévenir les violences pré et post électorales dues aux méthodes de gouvernance instaurées par certains chefs d'Etat en Afrique.



Thomas Yayi Boni

Sans nommer précisément le nom de son ennemi direct, Patrice Talon, Thomas Yayi Boni s'est exercé à dresser un tableau plus ou moins réaliste de la situation sociopolitique qui règne en Afrique ces dernières années. Pour lui, en effet, « les processus électoraux sont de plus en plus non inclusifs, non équitables et non transparents ». « (...) De l'Afrique Australe et Centrale, en passant par les Grands Lacs et l'Afrique Occidentale, les conflits, anté et post électoraux ont causé deux fois plus de morts, de réfugiés et de dégâts matériels que

le COVID-19 au cours des deux dernières années », écrit l'ancien chef d'Etat béninois, président d'honneur du parti « Les Démocrates ».

Face à cette situation, Thomas Yayi Boni demande à l'Union africaine, dont le leadership devrait être renforcé, d'initier des réformes pour la convergence constitutionnelle et des processus électoraux servant de normes et de références communes pour les Etats. La finalité pour lui, est de mettre fin à la destruction des sociétés communes pour cause de gouvernance électorale.

Pour y arriver, l'ancien président de l'Union africaine de 2012, estime que ces réformes devront passer par un renforcement des mécanismes et instruments juridiques déjà existants, notamment, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et les normes internationales.

Tout comme en 2019 où il avait appelé la Cedeao au secours, lorsque sa maison avait été encerclée par la police béninoise, Thomas Yayi Boni s'adresse à l'Union africaine au moment où son parti fait l'objet d'une surveillance particulière par le pouvoir de Patrice Talon.

Après le vice-président et le trésorier général de son parti, le délégué de la 8ème circonscription a été écouté et gardé à vue par la Cour de répression des infractions économiques et de terrorisme (Criet). On apprend aussi, l'interpellation de Georges Saka, conseiller politique du parti à son domicile à Parakou vendredi 26 février 2021 dernier.

T.M.

Gabon / Parlement

Ali Bongo nomme 15 sénateurs

La liste des 15 sénateurs nommés par le président Ali Bongo a été publiée le samedi 27 février. Selon la dernière révision de la Constitution, le Sénat gabonais doit désormais compter 67 membres, dont 52 sénateurs élus au suffrage universel indirect (par les conseillers municipaux et départementaux) et 15 autres nommés par le chef de l'Etat.



Ali Bongo

Selon un analyste proche du palais présidentiel, Ali Bongo a respecté la parité homme-femme. Sur sa liste de 15 sénateurs, il y a 8 hommes et 7 femmes. L'équilibre entre les jeunes et les anciens est aussi respectée. Beaucoup de noms quasiment inconnus du public émergent.

Ali Bongo a tout de même récompensé deux de ses anciens collaborateurs au palais présidentiel. Il s'agit de l'ancienne ministre, Honorine Nzet Biteghe, une des plus célèbres défenseuses des droits de la femme au Gabon et Cyriaque Mvouranziami qui était dans son protocole durant son premier mandat.

Berthe Mbené Mayer, mairesse de Lambaréné il y a plus de 15 ans et qui avait disparu du paysage politique, revient aux affaires pour un fauteuil au Sénat. A chaque sénateur, Ali Bongo a nommé un suppléant.

Dès ce lundi, les 15 sénateurs nommés et les 52 autres élus se retrouveront dans l'hémicycle pour élire le nouveau président du Sénat et ses adjoints. Pas d'inquiétude pour le parti au pouvoir qui domine les deux chambres du Parlement.

Pour rappel, la nouvelle Constitution gabonaise avait été adoptée en décembre 2020 à une écrasante majorité de 204 voix pour contre 25 voix seulement contre. Même si l'opposition avait dénoncé un recul démocratique, le nouveau texte prévoit, entre autres, l'intérim du président de la République en cas de vacance du pouvoir. Auparavant, cette prérogative était dévolue uniquement au président du Sénat. Désormais, l'intérim du chef de l'Etat sera conjointement assuré par le président du Sénat, celui de l'Assemblée nationale et le ministre de la Défense.

T.M. et Rfi.fr

Cybersécurité

Le Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques opérationnel

Pour lutter contre les cybermenaces, le Togo a mis en place un Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CERT). Le Centre permet d'identifier, d'analyser et de faire face aux cybermenaces.

L'objectif à travers ce Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques est de mieux protéger les citoyens. Dirigé par Cyber Defense Africa S.A.S, une société de service en cybersécurité mandatée par la République togolaise, le CERT est placé sous l'égide de l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy). A travers le Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques, le Togo ambitionne de devenir le leader ouest-africain de la

cybersécurité. Les incidents de cybersécurité peuvent être directement signalés au centre à travers son site web : www.cert.tg. Les utilisateurs peuvent accéder aux dernières informations de sécurité, télécharger des ressources sur la cybersécurité et s'informer sur les possibilités de formation professionnelle. Sur le site, on peut aussi retrouver des informations sur les tendances du secteur de la cybersécurité, des

analyses détaillées des cybermenaces, du contenu didactique et d'autres informations utiles.

Le CERT propose également des formations liées à la cybersécurité, notamment dans les domaines de la criminalistique, de la sécurité opérationnelle ou des cryptomonnaies. Le centre propose aussi des cours introductifs pour des fonctionnaires et des particuliers. Le Centre d'alerte et de réaction aux attaques



informatiques rentre dans le cadre de la transformation digitale du pays et fait partie de son arsenal cybersécuritaire. Le CERT

répond aux standards internationaux et permettra de mieux protéger les acteurs du numérique togolais.

Félix Tagba

Infrastructures

Victoire Tomégah-Dogbé lance officiellement le Passco 2 à Konsogou

Le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (Passco 2) a été officiellement lancé le vendredi 26 février par Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé. Le lancement du projet s'est déroulé à Konsogou, localité située à 3 Km de la ville de Dapaong, dans la région des Savanes.



Victoire Tomégah-Dogbé au lancement

Le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et

des Savanes permettra aux populations bénéficiaires d'avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement. Il

permettra d'augmenter le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77% à 85% dans la région de

la Kara et de 67% à 72% dans la région des Savanes.

L'initiative permettra de réaliser 400 nouveaux forages dans les régions de la Kara et des Savanes à raison de 200 forages par région, de réhabiliter 200 anciens forages à raison de 100 par région et de construire 200 latrines modernes : 100 pour la région de la Kara et 100 pour les Savanes.

Un financement de 6,58 milliards de FCFA a été mobilisé pour la réalisation de ce projet. Le Passco 2 est appuyé par l'Agence française de développement (AFD). 300 000 personnes de la région de la Kara et des Savanes auront accès à l'eau à travers ce projet et pourront disposer de latrines modernes. L'initiative rentre dans la feuille de route du

gouvernement.

Selon la primature, au lancement de l'initiative, les bénéficiaires ont témoigné leur gratitude au gouvernement pour la mise en œuvre de ce projet, véritable témoignage du président de la République Faure Gnassingbé à œuvrer en faveur des populations les plus vulnérables.

Pour sa part, l'ambassadrice de France au Togo, Jocelyne Caballero, a indiqué que cette initiative est le fruit des bonnes relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Paris. Elle a rassuré le gouvernement de l'engagement de la France à soutenir les projets à impact direct sur les populations à la base.

Félix T.

Zone franche

Un investissement cumulé de plus de 240 milliards attiré depuis sa création

Depuis sa création en 1989, la Zone franche togolaise a attiré un investissement cumulé de plus de 240 milliards FCFA. Le chiffre d'affaires total réalisé depuis sa création s'élève à 268 milliards FCFA.



Décharge de conteneurs

La Zone franche togolaise compte actuellement 71 sociétés en activité, réparties dans différents secteurs

comme le secteur alimentaire, l'agro-alimentaire, le plastique, la pharmaceutique, la métallique, l'horticulture,

l'habillement et les cheveux synthétiques, cosmétique, ou services. 15 392 togolais travaillent dans la Zone

franche. 25 autres sociétés agréées sont en cours d'installation.

Ainsi, la Zone franche occupe une place importante dans l'économie togolaise. Ces différents chiffres montrent la capacité de mobilisation des investissements de cette zone.

Pour renforcer cet impact, d'autres infrastructures sont en construction à l'instar de la Plateforme industrielle d'Adéticopé. Cette Plateforme permettra d'attirer des industries de transformation dans les filières coton, soja, anacarde, riz, sésame... et de créer à terme 35 000 emplois potentiels. Elle permettra aussi de mettre en place

une zone industrielle et des services logistiques intégrés de classe mondiale dans cette localité située au nord de Lomé à environ 27 km du Port autonome de Lomé.

Parmi les services logistiques de cette plateforme : un parking d'une capacité de 700 camions, un parc pour le stockage de conteneurs d'une capacité de 12 500 EVP, un entrepôt pour charger, décharger et transférer les conteneurs, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières, une zone de 200 000 m² dédiée aux autres activités logistiques, des routes et entreprises routières.

F.T.

Pour une société épanouie

Sur les traces inspirantes de la lutte contre la pauvreté en Chine

Dans le "village au bord du précipice", petit hameau de la préfecture autonome Yi de Liangshan, dans la province du Sichuan, les habitants étaient obligés d'emprunter durant des heures des échelles de bois rudimentaires pour partir de chez eux et revenir. Aujourd'hui, tout est différent : un escalier en acier a été construit en 2016 ; des stations-antennes 4G ont été installées ; de courtes vidéos réalisées par de jeunes villageois ont attiré près 100.000 touristes en 2019. Mais ce n'est pas tout. Inaccessible pour les camions, le dispensaire local n'est aujourd'hui approvisionné ni par des nacelles soulevées par des treuils, ni par des travailleurs qui se tuent à la tâche à gravir de longues échelles, mais par des drones. Pour ne citer que cet exemple, telle est la forme que prend la lutte contre la pauvreté en Chine. «French.xinhuanet.com» s'est mis sur les traces des efforts consentis pour y arriver.



Aperçu de de la préfecture autonome Yi de Liangshan

En 2020, la Chine a atteint, comme prévu, les objectifs d'éradication de la pauvreté dans la nouvelle ère. Depuis le XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois en 2013, près de 100 millions d'habitants ruraux démunis selon les critères en vigueur sont sortis de la pauvreté. Sur la période 2013-2019, le revenu disponible par habitant des 832 districts défavorisés est passé de 6.079 à 11.567 yuans. Avec dix ans d'avance, la Chine a réalisé l'objectif d'élimination de l'extrême pauvreté du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La pauvreté n'est une fatalité pour personne. Le secrétaire général de l'ONU António Guterres avait bien raison de dire en 2018 à Boao : "La voie de la Chine pour éradiquer la pauvreté d'ici 2020 prouve qu'il est effectivement possible de ne laisser personne derrière." De tous ces accomplissements de la lutte contre la pauvreté, nous pouvons tirer trois mots-clés.

Chine : une lutte contre la pauvreté en trois mots

Le premier est "direction efficace". La direction du Parti communiste chinois est la garantie fondamentale de l'action nationale. Le président Xi Jinping fait de la lutte contre la pauvreté une priorité dans la gouvernance de l'Etat. Depuis 2015, il a convoqué sept réunions pour discuter de l'éradication de la pauvreté. Jusqu'en mars 2020, 255.000 équipes regroupant 2,9 millions de membres du Parti ont été envoyées dans les villages démunis pour diriger sur place

les actions contre la pauvreté. Un régime de responsabilisation à cinq échelons, à savoir province, ville, district, bourg et village, a été mis en place pour assurer l'efficacité de l'application des politiques.

Le deuxième est "mesure ciblée". Tout doit reposer sur la différenciation et le ciblage. En 2013, Xi Jinping a avancé l'idée d'une lutte ciblée contre la pauvreté, qui consiste à savoir pour qui, par qui et comment, et ce, en fonction de la situation



Une paysanne chinoise pratiquant l'agriculture

sur le terrain. A la lumière de cette vision, d'énormes efforts ont été consentis pour identifier les populations prioritaires, analyser les causes profondes de la pauvreté, élaborer des politiques efficaces, assurer une bonne mise en œuvre et consolider les acquis.

Le troisième est "contribution commune". Les efforts de chacun sont indispensables à l'accomplissement de cette mission importante. Les avis des différents milieux ont été attentivement écoutés et la créativité et l'initiative de tous ont été mobilisées. Tous

les Chinois y participent et y contribuent. Une synergie gouvernement-marché-société a été mise en valeur. La coopération entre les régions plus développées de l'Est et celles moins développées de l'Ouest a porté des fruits. Les paysans ont été encouragés à la création d'entreprises et à l'e-commerce et ont bénéficié d'aides financières publiques et privées. Les consommateurs chinois se tournent davantage vers des produits bio des régions reculées... Chacun y contribue, chacun en bénéficie.

98,99 millions d'habitants ruraux sortis de la pauvreté

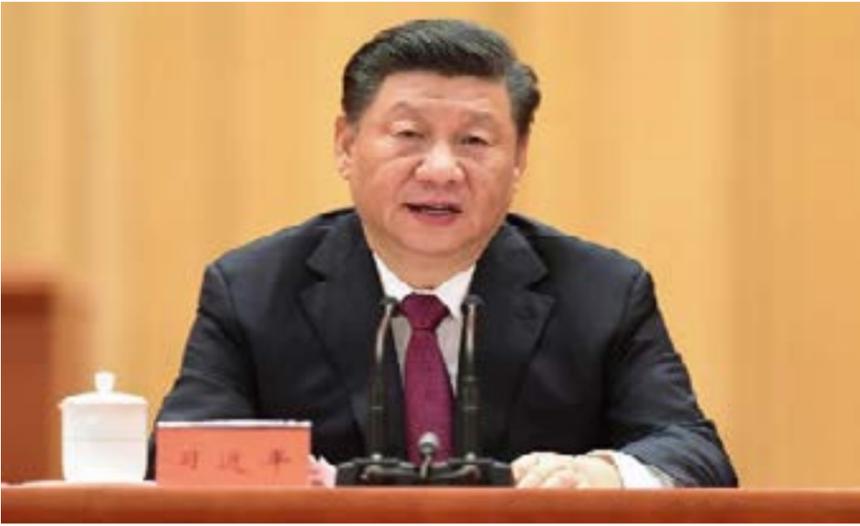
Années, les 98, 99 millions d'habitants ruraux démunis qui vivaient encore sous le seuil de pauvreté actuel sont tous sortis de la pauvreté. L'ensemble des 832 districts et des 128.000 villages pauvres ont été retirés de la liste de la pauvreté. Depuis le lancement de la réforme et de

l'ouverture à la fin des années 1970, 770 millions d'habitants ruraux démunis sont sortis de la pauvreté selon le seuil de pauvreté actuel de la Chine. La Chine a contribué à hauteur de plus de 70% à la réduction de la pauvreté dans le monde au cours de cette période.

A l'épreuve du coronavirus...

A l'heure où la pandémie de Covid-19 continue de se propager, les progrès des dernières décennies risquent d'être compromis et un long chemin reste à parcourir pour l'avènement d'un monde sans pauvreté. Mais le monde sortira

plus fort de ces épreuves, comme il l'a toujours fait dans le passé, et réussira l'élimination de l'extrême pauvreté si nous œuvrons ensemble à une coopération internationale renforcée. Il est temps de perfectionner le partenariat



Xi Jinping, président de la République populaire de Chine

mondial pour le développement, de promouvoir la coopération Nord-Sud et de poursuivre la coopération Sud-Sud, en vue

de construire une communauté de destin pour l'humanité, où plus personne ne souffre de la pauvreté.

Approche chinoise contre la pauvreté: «Nous pouvons assurément vaincre toute difficulté dans notre marche en avant », président Xi Jinping

Le président chinois Xi Jinping a déclaré le 25 février 2020 que la Chine avait adopté une série de politiques et de mesures extraordinaires, ouvrant la voie à la réduction de la pauvreté et élaborant une théorie anti-pauvreté à la chinoise. Xi Jinping, qui est également secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et président de la Commission militaire centrale, a fait ces remarques lors d'un rassemblement organisé pour marquer les réalisations du pays dans l'éradication de la pauvreté et récompenser les modèles dans cette cause. En résumant l'expérience, il a indiqué que la direction du PCC avait fourni

une garantie politique et organisationnelle solide aux efforts de la Chine en matière de réduction de la pauvreté. Un total de 255.000 équipes ont été envoyées pour offrir un soutien sur le terrain et plus de trois millions de personnes ont été envoyées à la campagne en tant que commissaires spéciaux pour la lutte contre la pauvreté. « Tant que nous adhérons à la direction du Parti, nous pouvons assurément vaincre toute difficulté dans notre marche en avant », a annoncé le président Xi Jinping. La Chine défend une philosophie de développement centrée sur le peuple et poursuit sans relâche la prospérité pour tous, a-t-il noté, soulignant

que mettre fin à la pauvreté, améliorer le bien-être du peuple et réaliser une prospérité commune étaient les exigences essentielles du socialisme. Le pays a investi près de 1.600 milliards de yuans (environ 246 milliards de dollars) de fonds budgétaires dans la lutte contre la pauvreté au cours des huit dernières années.

La Chine tire parti des avantages politiques du système socialiste du pays qui peut rassembler les ressources nécessaires pour accomplir de grandes tâches, générant ainsi la solidarité et des actions communes pour l'éradication de la pauvreté, a-t-il expliqué. La nation entière s'est mobilisée pour unir ses forces

Le président chinois a indiqué que le pays avait stimulé la créativité des résidents pauvres, qui avaient pris l'initiative de se débarrasser de la pauvreté. Les efforts déployés par la Chine pour réduire la pauvreté ont créé une atmosphère dans laquelle l'ensemble de la société aide ceux qui sont dans le besoin et ont appliqué une approche réaliste et pragmatique, a-t-il poursuivi. Cette expérience importante constitue la réalisation la plus récente de l'adaptation de la théorie anti-pauvreté du marxisme aux conditions chinoises, a-t-il indiqué. La Chine a cultivé l'esprit de réduction de la pauvreté, qui est un condensé de patriotisme, de collectivisme et de socialisme.



dans la lutte contre la pauvreté. La Chine a également adopté une stratégie ciblée de réduction de la pauvreté et s'efforce d'éradiquer la pauvreté par le développement, a déclaré le président chinois. De ménage en ménage, les questions de savoir qui a besoin d'aide, qui devrait fournir de l'aide, comment l'aide devrait être apportée et quelles normes et procédures devraient être adoptées pour éradiquer la pauvreté, ont reçu une réponse.

Il a également déclaré que l'éradication de la pauvreté n'était pas la ligne d'arrivée, mais le point de départ d'une nouvelle vie et d'une nouvelle quête, et a exhorté à déployer des efforts pour consolider efficacement les réalisations dans la lutte contre la pauvreté et la revitalisation rurale.

Attipoe Edem Kodjo
Source : « French.xinhuanet.com »



DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication



Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Blagues

Quand tu invites une go au resto et elle parle mal de son ex, il ne faut pas l'écouter. Quand une fille vois la nourriture surtout poissons braisés, elle ne dit plus la vérité.



J'ai vendu un lézard à un touriste à 150.000F en lui disant que c'est un petit crocodile. Trois mois après, il m'appelle et me dit que ça ne se transforme pas en crocodile. Je lui ai dit que ce crocodile est de race des pygmées

Méditation



L'image ci-dessus pourrait faire rire plus d'un et amuser d'autres... Et pourtant, il s'agit d'un tableau vendu à plus de 30.000.000 € à un mécène qui en connaît toute la valeur. Ce tableau raconte une histoire tragique et émouvante que je viens partager avec vous. Un pauvre vieil homme au temps du grand Louis XIV a été reconnu coupable d'avoir volé un pain et condamné à la peine de mort... Mais une mort tragique: mourir de faim.

Sa fille ayant su sa peine demanda l'autorisation d'aller le visiter. Les gardes à chaque visite, fouillaient correctement la jeune dame ainsi que le bébé de 6 mois qu'elle portait. Puis la laissait visiter son père, une fois par jour. Au bout du quatrième mois, ayant constaté que le condamné n'est ni mort, ni maigre, les autorités décidèrent de le faire surveiller minutieusement. Et le constat fut fait: la fille et seule visiteuse du vieil homme à chacune de ses visites quotidiennes nourrissait son père au lait maternel destiné à son nourrisson.

Informés, les juges au lieu de se fâcher et de la condamner se prirent de compassion pour cette femme devant l'amour qu'elle a porté à son père... Mais aussi devant les ressentiments et sentiments d'une femme devant la vie... Donner d'abord la vie dans la souffrance et la protéger à tout prix... Les juges ordonnèrent la relaxe et la libération du vieil homme et de sa fille.... Tout ceci arriva aux oreilles du grand et célèbre peintre qui va peindre ce tableau pour immortaliser l'histoire. Cette histoire nous amène aujourd'hui à nous poser certaines questions: La femme est-elle juste l'être frêle et fragile que nous utilisons à notre bon vouloir? Reconnaissons-nous toujours les sacrifices consentis par la femme pour sauvegarder notre vie? Notre bonheur? Jusqu'où sommes nous prêt à aller pour aider, aimer, protéger cet être qui donnerait tout pour sauver une vie, quelle qu'elle soit? Nous vous laissons à la méditation.

Photo du jour



Légendez et commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1^e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoé Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);
Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

PHARMACIES DE GARDE (LOME)
22 Février au 1er Mars 2021

BOULEVARD	BD. DU 13 JANV	90 89 28 49
BEL AIR.	NON LOIN DE RAMCO	96 80 08 75
OLIVIERS.	BD. H.-BOIGNY	96 80 09 50
OCAM.	RUE DE L'ENTENTE	92 85 99 55
HORIZON.	165, BD DU 13 JANVIER	90 56 52 56
JUSTINE.	TOKOIN HABITAT	22 21 00 01
GBOSSIME.	GBHOSSIMÉ	92 47 61 21
PROVIDENCE.	BD. JEAN PAUL	22 26 66 48
UNIVERS-SANTÉ.	CITÉ OUA	93 88 83 31
AEROPORT.	AÉROPORT SITO	96 51 59 74
SANTA MADONNA.	KÉGUÉ	96 68 03 03
RAOUDHA.	TOGO 2000	90 28 75 00
BIEN ETRE.	100, BD DU HAHO	70 54 29 07
PHARMACIE 2000.	BE KPOTA	96 37 94 25
CHRIST-ROI.	KAGOMÉ	22 27 46 66 97 77 12 31
CITE.	BD. DU 30 AOAT	22 25 01 25 99 08 15 35
BESDA.	ADIDOGOMÉ	22 51 05 29 70 42 68 25
CONSEIL.	CEG SAGBADO LOGOTÉ	93 10 92 92
EPIPHANIA.	RUE DE LA PAMPA,	96 80 10 04
POINT E.	AFLAO GAKLI	90 37 45 96
VERTE.	KLIKAMÉ	22 25 03 26 91 98 50 17
DELALI.	CACAVÉLI	93 64 53 72 96 32 97 54
NATION.	TOTSI	22 25 99 65 96 80 09 47
LAUS DEO.	LÉO 2000	22 25 15 05 93 00 65 75
VITAFLORE.	AGOÉ VAKPOSSITO	70 40 22 86
MAINA.	AVÉDJI	70 43 65 34 96 80 10 15
EL-SHAMMAH.	AMADAHOMÉ	70 43 25 85
NOTRE DAME DE LOURDES.	AGOÉ	96 80 10 19
M'BA.	AGOÉ-LÉGBASSITO	70 27 81 81
ADONAÏ.	AGOÉ-NYIVÉ	22 50 04 05
ZONGO.	TOGBLÉKOPÉ	99 99 22 39
EMMAÛS.	ROUTE MISSION TOVÉ	96 80 09 12
SATIS.	PRÈS DU CEG KOSHIGAN	70 44 85 17
LA BARAKA	AGOÉ LOGOPE	70 41 44 13
AMEN.	MARCHÉ ADÉTIKOPÉ	90 88 55 88
ZOSSIME.	ZOSSIMÉ	70 46 26 64
ST PHILIPPE.	SANGUÉRA	99 99 80 04
HYGEA.	BAGUIDA	99 27 36 36
LE DESTIN.	BAGUIDA	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Musique togolaise / Hommage à Omar B

L'hommage posthume, une forme d'hypocrisie ?

Le domaine du showbiz est une jungle, où le talion est la règle d'or. Il y a en effet le rapport entre l'artiste et ses pairs et ensuite le rapport entre l'artiste et sa société. Alors, faut-il attendre la mort d'un artiste pour lui prouver notre courtoisie ? D'après le dictionnaire rendre hommage, c'est témoigner de son respect et de son estime à quelqu'un.



L'affiche d'un titre Hommage à Omar B

Un an après le décès de l'artiste « Omar B », un vibrant hommage lui a été rendu récemment. L'artiste béninois Ricos Campos dans un morceau « Amour finit au tombeau » reconnaît que tout finit au tombeau tout comme feu « Omar B » et « Sans papier » reconnaissent dans leur titre de collaboration « Dernier Geste » que « ... sur terre il n'y a pas d'éternité ».

On ne pourrait pas remonter le temps. Omar B a bien quitté la terre des vivants pour l'au-delà. S'il était encore en vie, allait-on lui montrer autant d'amour ? Ou

faut-il attendre qu'on soit mort pour être reconnu et recevoir tout l'amour dont on aurait besoin ? C'est curieux de voir comment « Omar B » semble être très aimé juste après sa mort prématurée. Pourtant, personne ne se souciait vraiment de lui ni de son art quelques années auparavant. L'hommage posthume ne serait-il pas une forme d'hypocrisie ? Les hommages à l'endroit du feu Omar B jusqu'ici sont très louables. Cependant, le mérite doit-il être reconnu après la mort ? Peut-être selon l'évangile de l'« hypocrisie ». Il faut surtout croire que

l'hypocrisie est devenue un sport national. Nous manquons tellement de sincérité les uns vis-à-vis à des autres que le regret nous pousse à racheter notre conscience à tout prix d'une manière ou d'une autre.

Rendre hommage à un artiste c'est aussi le soutenir de son vivant. Il n'y a rien de mal à ce que ces mêmes artistes qui rendent un extraordinaire hommage au feu Omar B, organisent de petits concerts entre eux pour se soutenir.

Valorisons-les vivant

De la même manière que tout le monde

ne deviendra pas le président de la République, certains ont une immense passion pour le beau et l'art. Ces derniers sont appelés des artistes (artiste peintre, artiste de la chanson, etc.). Cependant, la société a-t-elle nécessairement besoin des artistes ? Est-ce que la société reconnaît de justesse le mérite de ces derniers de leur vivant ?

Par leurs écrits, leurs films, leurs sculptures, leurs chorégraphies, leurs photographies ou leurs tableaux, les artistes expriment quelque chose d'intime mais qui a toutefois la possibilité de toucher tout le monde.

Il est question de nous intéresser particulièrement dans cet article à l'art musical. La musique agit sur le système de récompense du cerveau et stimule la libération de dopamine qui nous fait nous sentir mieux. Ainsi, écouter de la musique peut aider à réduire l'anxiété, la douleur ou à se motiver pour faire du sport. Cependant, le rapport entre les faiseurs de la musique et la société n'est pas toujours tendre. Sous nos cieux, l'art semblerait destiné aux

« ratés ». Les artistes de la chanson sont plus au moins considérés comme des « futiles ». Soit ils sont incompris, soit ils sont boycottés. C'est curieux de constater qu'après la mort d'un artiste, son talent est reconnu et célébré dans la société. Dans la société togolaise, les artistes de la chanson pullulent, mais très peu sont reconnus pour leur mérite.

Dans les années 2000 à 2010, avec l'arrivée de la tendance Hip-Hop, le Togo n'avait rien à envier aux autres pays de la sous-région en matière de talent artistique. La musique togolaise a eu son apogée à cette époque grâce aux talents des artistes comme « Ali Jezz », « Wedy », « Papou », « Mic Flammez », « Efy », « le groupe Maniac Team », « Prince Mo », « Kollins », « Speezy », « Omar B », « le groupe Wezepe », « le groupe The Seeds », « le groupe Afein club », « le groupe Phenix » ou encore « le groupe 585 ». Il faut reconnaître que cette belle époque est révolue, mais est-ce que la société a reconnu leur mérite ? Une question sempiternelle, sans doute !

Nadia Edodji

Lire

« L'enfant maudit » de Honoré de Balzac, Ed Beq. Pp52-54

« ... Le comte fit trembler le plancher en piétinant de rage, et la comtesse pinça maître Beauvouloir. Ah ! J'y suis, se dit-il à lui-même. Ce devait donc être une fausse couche ? demanda-t-il tout bas à la comtesse qui lui répondit par un geste affirmatif, comme si ce geste eût été le seul langage qui pût exprimer ses pensées. Tout cela n'est pas encore bien clair, pensa le rebouteur. Comme tous les gens habiles en son art, l'accoucheur reconnaissait facilement

une femme qui en était, disait-il, à son premier malheur. Quoique la pudique inexpérience de certains gestes lui révélât la virginité de la comtesse, le malicieux rebouteur s'écria : - Madame accouche comme si elle n'avait jamais fait que cela ! Le comte dit alors avec un calme plus effrayant que sa colère : - À moi l'enfant. Ne le lui donnez pas, au nom de Dieu ! fit la mère dont le cri presque sauvage réveilla dans le cœur du petit homme une courageuse bonté qui l'attacha, beaucoup plus qu'il ne le crut lui-même, à ce noble enfant renié par son père.

L'enfant n'est pas encore venu. Vous vous battez de la chape à l'évêque, répondit-il froidement au comte en cachant l'avorton. Étonné de ne pas entendre de cris, le rebouteur regarda l'enfant en le croyant déjà mort ; la comte s'aperçut alors de la supercherie et sauta sur lui d'un seul bond. Tête-dieu pleine de reliques ! me le donneras-tu, s'écria le seigneur en lui arrachant l'innocente victime qui jeta de faibles cris. Prenez garde, il est contrefait et presque sans consistance, dit maître Beauvouloir en s'accrochant au bras du comte. C'est un enfant

venu sans doute à sept mois ! Puis, avec une force supérieure qui lui était donnée par une sorte d'exaltation, il arrêta les doigts du père en lui disant à l'oreille, d'une voix entrecoupée : Épargnez-vous un crime, il ne vivra pas. Scélérat ! répliqua vivement le comte aux mains duquel le rebouteur avait arraché l'enfant, qui te dit que je veuille la mort de mon fils ? Ne vois-tu pas que je le caresse ? Attendez alors qu'il ait dix-huit ans pour le caresser ainsi, répondit Beauvouloir en retrouvant son importance. Mais, ajouta-t-il en pensant à

sa propre sûreté, car il venait de reconnaître le seigneur d'Hérouville qui dans son emportement avait oublié de déguiser sa voix, baptisez-le promptement et ne parlez pas de mon arrêt à la mère : autrement, vous la tueriez. La joie secrète que le comte avait trahie par le geste qui lui échappa quand la mort de l'avorton lui fut prophétisée, avait suggéré cette phrase au rebouteur, et venait de sauver l'enfant ; Beauvouloir s'empressa de le reporter près de la mère alors évanouie... »

Transfert

Sewonou Koidjo Eli, la nouvelle arme de l'Asko

Il est sans équivoque, la sensation du marché des transferts au Togo et sans ambages le coup de maître réalisé par l'Asko. Le club de Kara signe l'international togolais, Sewonou Koidjo Eli. L'attaquant togolais a paraphé un contrat d'un an et devient un pion des jaunes et noirs pour le compte de la saison 2020-2021.

Ex-sociétaire de l'AS Togo Port de Lomé (2016-2017 et 2017-2018) et de l'AS Sonidep du Niger (2018-2019 et 2019-2020), Sewonou Koidjo est un attaquant dont les qualités et les performances lui ont valu des sélections en équipe nationale togolaise A et A' (matches amicaux et internationaux, éliminatoires CAN et CHAN, UFOA...).

Sur le tableau continental, Sewonou a l'expérience de Ligue africaine des Champions avec la génération dorée de l'AS Togo Port (2017-2018), sans oublier les campagnes préliminaires de ladite compétition disputées avec Togo Port et Sonidep.

Sewonou Koidjo, le nouveau poison offensif de l'Asko est champion du Togo, de la coupe



Sewonou Koidjo Eli

du Togo, de la coupe de l'indépendance. Le jeune attaquant togolais est également champion du Niger, de la coupe

du Niger, de deux Super coupes du Niger et élu meilleur offensif de la Super League (D1 Niger). Depuis son élection le

12 décembre 2020 à la tête de l'Asko de Kara, le nouveau président du club Meyebine-Esso Gnassingbé, ne lésine pas sur ses objectifs de faire de l'Asko un club de référence sur l'échiquier national et continental. La signature de l'international togolais Sewonou Koidjo est l'une des preuves.

Sewonou Koidjo Eli est indéniablement la grande clé offensive de l'ASKO de Kara. Prouvera-t-il tout le bien qu'on pense de lui et dont il a fait preuve? Wait and see.

Attipoe Edem Kodjo

Mauritanie

Koudo Timothée en renfort à l'attaque du FC Nouadhibou

Pour affûter son attaque, FC Nouadhibou n'a pas sourcillé pour engager la Togolais Koudo Koffi Timothée. Le jeune attaquant a paraphé un contrat de deux ans (jusqu'en 2023) avec le club de première division mauritanienne.



Koudo Timothée

Renard de surface, pesant physiquement et techniquement,

intelligent dans ses déplacements, adroit avec un réalisme

exceptionnel, Koudo Koffi Timothée dispose des qualités d'un très bon attaquant auxquelles FC Nouadhibou n'a pas résisté.

Produit du Wafa (Ghana) et ex-sociétaire de Gbohloe-Su des Lacs (Togo), Koudo Koffi Timothée rejoint le cercle des footballeurs togolais évoluant sur le continent africain. Timo, comme l'affectionne le public sportif, retrouve donc son compatriote défenseur Ama Thoutchoui Kangnivi.

Attipoe Edem Kodjo

Transfert

Ficheal Tchadjobo pour enrichir l'entre-jeu de l'OTR

Pour la saison 2020-2021 qui s'annonce, l'Association sportive de l'Office togolais des recettes (AS OTR) redore l'entre-jeu de son effectif avec le jeune milieu togolais, Ficheal Tchadjobo pour une durée d'un an.



Ficheal Tchadjobo

Le club de première division des recettes continue d'affûter ses armes pour le compte de la nouvelle saison si particulière à cause des menaces de la pandémie covid-19. Le club des recettes s'offre l'ancien milieu de terrain de Gomido de Kpalimé Tchadjobo Ficheal. Il rejoint l'As OTR pour la saison 2020-2021 qui s'annonce. Le joueur a quitté alors son coéquipier de centre Djogbema Zoko, un teigneux défenseur en devenir.

Le milieu de terrain de Gomido FC de Kpalimé Ficheal Tchadjobo, le frère de Isham Tchadjobo (attaquant d'AS Togo Port) pose ses valises à l'Association sportive de l'Office togolais des recettes (As OTR) pour une saison. Ficheal Tchadjobo est un joueur très technique, un dribbleur fin et qui donne de bonnes passes aux attaquants. À Gomido Fc, c'est un joueur très apprécié et que le staff n'avait pas voulu laisser, mais le joueur a décidé autrement.

De ses prouesses et ses compétences en milieu de terrain, il a été convoqué en équipe nationale cadette en 2014 et la sélection espoir U 21 du Togo en 2019.

Attipoe Edem Kodjo

Transfert

Kové Gilbert pour verrouiller l'axe de Gomido FC

A moins d'un mois du début du championnat au Togo (2020-2021), le marché des transferts au Togo s'anime et les clubs s'activent pour enrôler les joueurs afin d'affûter leur effectif. C'est le cas de Gomido FC de Kpalimé qui a annoncé, le 26 février 2021, la signature du géant central Komla Kové Gilbert.



Kové Gilbert

L'expérience associée au talent, telle est la qualité de joueur dont Gomido a besoin et qui de plus mieux que Kové Gilbert. Ex-sociétaire de l'US Bitam (Gabon) et de l'AS Togo Port de Lomé (Togo), Kové Gilbert

tiendra désormais aux mains d'un maître les rênes de la défense des Show Boys de Gomido, club de Kpalimé.

Champion du Togo (2016-2017), de la coupe du Togo, de la coupe de l'indépendance, avec

l'AS Togo Port ajouté à son expérience en Ligue africaine des Champions (2017-2018), Kové Gilbert mettra son hargne, son physique, son intelligence et sa modernité au service des "Gomidois".

Attipoe Edem Kodjo

Portrait

Qui est Aïcha Mauriada Mazama-Esso Péré, la nouvelle coordonnatrice de la CPES?



Aïcha Mauriada Mazama-Esso PERE

Dans l'univers de la planification stratégique et opérationnel au Togo, elle est l'un des rares esprits vifs à la répartie acrobatique et à l'itinéraire professionnelle inspirant et exaltant. Native de Lomé, Aïcha Mauriada Mazama-Esso PERE est une empoigneuse du réel. Sortie de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Université de Lomé, elle est aujourd'hui titulaire d'un Master II en Management de projets. Cela lui vaut dès lors une aptitude arty et intellectuelle que les différentes responsabilités ont renchérit. Dès avril 2013,

elle rentra au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche en tant que chargée d'études à la Division Planification et suivi-évaluation. Sa caution institutionnelle à l'époque était l'Agence Nationale de Volontariat du Togo d'où elle venait. A ce poste, elle participa à la facilitation d'ateliers de diagnostic participatif pour la politique agricole 2015-2030. Mais également à l'élaboration des termes de référence et la rédaction des rapports d'activités et plans de travail du Programme de Productivité Agricole en

Afrique e l'Ouest, Projet Togo (PPAAO-Togo).

Et ce n'est pas tout. La rigoureuse conduite des analyses sur l'aspect nutritionnel et la simulation des scénarii eut connu son implication effective. En clair, très tôt, Aïcha Mauriada Mazama-Esso PERE devient un assemblage d'aptitudes variées et d'expériences sublimes. Ainsi en novembre 2015, elle retrouve le chemin du volontariat en devenant l'animatrice du projet Unis-Cité, France. Ce fut pour elle, une expérience de militantisme associatif à travers l'animation d'ateliers sur la protection de l'environnement, l'économie d'énergie et la nutrition. L'expérience dure une année puisqu'en août 2016, elle est repérée par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB). Créée en 2011, cette agence sert de bras opérationnel pour le gouvernement togolais en matière de développement à la base. En tant que consultante recrutée en suivi-évaluation, Aïcha Mauriada Mazama-Esso PERE conduit l'opérationnalisation du dispositif de suivi technico-financier de l'agence avec

les logiciels TOMATE et l'édition des rapports technico-financiers de 2012 à 2016.

Puisqu'à la fois compétente et fidèle à ses objectifs, pour Aïcha Mauriada Mazama-Esso PERE, chaque année est une nouvelle expérience et une saisissante aventure. Mais également une preuve de sa ténacité avérée. Entre mars et juillet 2018, elle procède au diagnostic du système de planification et suivi-évaluation du Togo en tant que Consultante nationale désignée au sein de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA). Et ce pendant qu'elle était déjà Chargée de Projets senior Agriculture et Social de la très célèbre Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des Projets Prioritaires (CPES). Intégrée au cabinet du Président de la République, cette cellule fait le suivi des projets prioritaires et veille à ce que les goulots d'étranglement, qu'ils soient administratifs, techniques, financiers ou organisationnels puissent être levés pour le résultat fixé. Depuis le 1er décembre 2017, Aïcha Mauriada Mazama-Esso PERE tient des responsabilités

élargies telles que la mise en place du Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (MIFA), l'appui à la réforme du Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER), le développement de l'Agropole de Kara sur un financement de 38 milliards de FCFA de fonds levés auprès de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et de la Fondation coréenne Saemaul. En somme, sa principale mission dans cette cellule et de traduire en action réussie l'ambition du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé dans l'agriculture et le social. Dans ce sens, elle joue un rôle très déterminant dans la gestion de la crise due au Covid-19 dans les concertations du gouvernement avec les acteurs du secteur informel et l'élaboration de la stratégie de relance post covid du Togo. Résolue sur des perspectives, celle qui parle couramment l'anglais semble avoir "l'audace de ceux qui ne doutent de rien et qui s'étonnent de tout".

Françoise Dasilva

Togo / Gouvernance

Mise en place imminente du Conseil économique et social ?

S'achemine-t-on vers la mise en place du Conseil économique et social (CES) au Togo ? C'est l'impression que l'on a lorsque le ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la citoyenneté et des Relations avec les institutions de la République, annonce une visite de L'Union des Conseils économiques et sociaux d'Afrique (UCESA) à partir du samedi 27 février 2021.

Le Conseil économique et social est institué par la Constitution togolaise de la quatrième République en ses articles 132 et 136. « Le Conseil économique et social est chargé de donner son avis sur toutes les questions portées à son examen par le président de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat ou toute autre institution publique », peut-on lire à l'article 132 alinéa 1.

L'alinéa 2 poursuit : « le Conseil économique et social est consulté, pour

avis, sur tout projet de plan ou de programme économique et social ainsi que tout projet de texte à caractère fiscal, économique et social ». « Il peut également procéder à l'analyse de tout problème de développement économique et social. Il soumet ses conclusions au président de la République, au gouvernement, à l'Assemblée nationale et au Sénat », ajoute l'alinéa 3. L'alinéa 4 conclut : « Il suit l'exécution des décisions du gouvernement relatives à



Christian Trimua, ministre en charge des Relations avec les institutions de la République

l'organisation économique et sociale ». C'est donc une institution très importante pour le développement du pays.

Vers la fin de l'année 2019, les députés togolais ont adopté le projet de loi modifiant la loi organique n°2011-007 du 7 avril 2011 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil

économique et social. Cela répondait à une promesse du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, lors de son discours sur l'état de la nation, le 26 avril 2019 à l'Assemblée nationale.

Plus d'un an après, l'institution n'est toujours pas en place. Mais, cette visite de l'organisation mère au niveau continental

dans notre pays donne une lueur d'espoir à ceux qui attendent impatiemment la mise en place du Conseil économique et social au Togo. L'objectif principal de la visite de l'UCESA dans notre pays, est justement d'assister le Togo dans la mise en place de son Conseil économique et social.

Au programme de ce séjour, il prévu : des séances de travail, des visites des autorités compétentes, une visite des sites dédiés au CES et d'autres sujets. Vivement que cela accélère la mise en place du CES, qui comme son nom l'indique, est une institution qui se retrouve au carrefour de toutes les autres.

Edem Dadzie

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO DE

jeune **afrique**

N° 3098 - MARS 2021



GRAND FORMAT

Congo, un scrutin... et après ?

ÉCONOMIE

À l'heure de la *green economy*

LE MATCH :

Kais Saïed vs Hichem Mechichi



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !

Retrouvez également
toute l'actualité africaine
sur le site et les applications
de Jeune Afrique

www.jeuneafrique.com

